

## **MENACE RECURRENTE A LA PAIX ET LA SECURITE DANS LE HAUT-KATANGA**

### **RESUME**

Le 11 octobre 2019, des miliciens dits « Ba Kata-Katanga » (indépendantistes katangais) se réclamant du groupe armé de guerre KYUNGU MUTANGA Gédéon, avaient fait irruption dans la ville de Lubumbashi, via la commune Annexe, quartier Luwowoshi.

La riposte de la Police Nationale Congolaise (PNC) avait causé six morts par balles, du côté des miliciens, trois blessés à la machette, du côté de la PNC. La « Commission d'enquête » avait révélé que lesdits miliciens portaient des effigies de Gédéon, ainsi que des cartes de membres du groupe dont ce dernier se réclame être le Président, le Mouvement des Indépendantistes Révolutionnaires Africains (MIRA).

Il revient qu'une telle incursion, causant mort d'hommes, est la troisième du genre, au cours de la seule année 2019. Le contexte politique, le présumé meneur (Monsieur Gédéon KYUNGU), son mode opératoire et son axe d'entrée, demeurent les mêmes. Du côté de l'Etat congolais, la façon de réagir et les chefs des services de renseignements militaires et de la PNC, sont aussi restés les mêmes.

Problématique : Qu'est-ce qui expliquerait ces incursions du groupe des Ba Kata Katanga et des morts d'hommes à répétition? Il y aurait-il une corrélation entre la constance des actes des milices et la chaîne de commandement des services de renseignements militaires ? Pourquoi la hiérarchie des services secrets du Haut-Katanga n'a jamais descélé le maillon faible et réprimé la faille ? Le présent rapport tente d'apporter des éléments de réponse.

## 1. INTRODUCTION

Le 11 octobre 2019, une vingtaine de miliciens, en haillons vêtus, bandeaux rouges à la tête, armés de flèches et machettes, venant du village Kijiba, groupement Shindaika, passant par le quartier Luwowoshi de la Commune Annexe, se dirigeait vers le centre-ville de Lubumbashi. Prise de panique, la population des alentours du marché Zambia alerte la Police Nationale Congolaise (PNC). Un Colonel de la PNC qui était dans les parages fait irruption, tente d'intervenir, mais, se fait grièvement blesser à la machette. Le renfort de la PNC arrive et ouvre le feu. Bilan provisoire : Six miliciens tués et trois policiers blessés.

Trois explications seraient données aux faits ci-dessus. La première version vient du groupe de Gédéon, le « Mouvement des Indépendantistes Révolutionnaires Africains » (MIRA) qui prétend ne rien à avoir avec l'incursion du jour. Le porte-parole du Mouvement, Monsieur MUKELE-KELE Thierry relève qu'au 11 octobre, il était prévu une célébration publique, des 51 ans d'âge de leur leader, KYUNGU MUTANGA Gédéon et du troisième anniversaire de la création de MIRA, à la Grand-Place de la Poste de Lubumbashi. Le mouvement n'avait aucun intérêt à fomenter une perturbation de la paix ni de la sécurité dans le Haut-Katanga. D'ailleurs, les « soi-disant Mai-Mai » tués ce 11 octobre, n'appartiendraient pas au MIRA.

Par contre, la deuxième version accuse KYUNGU Gédéon d'être de connivence avec des politiciens véreux et des autorités militaires, et de vouloir tenter de rassembler des miliciens MIRA dans la ville de Lubumbashi, afin d'entreprendre des actes attentatoires à la paix et la sécurité dont ils tireraient, ensemble, des dividendes politiques. Version soutenue par l'Honorable KYUNGU WA KUMWANZA Gabriel qui, dans sa sortie médiatique du 11 octobre 2019 déclarait :

*« Des milieux bien connus cherchent à faire de cette province un deuxième Ituri et veulent induire en erreur l'opinion tant nationale qu'internationale que le Katanga est mécontent du nouveau régime. C'est ainsi qu'on fabrique les Kata Katanga, des bandits, des tueurs en série ».*

Cependant, la troisième version prétend que KYUNGU Gédéon agirait de son propre chef, avec son mouvement politique, MIRA. Il aurait compris que la participation à la gestion de la chose publique serait consécutive à une multiplication d'actes barbares. Un agent de l'Etat qui a requis l'anonymat pense que l'avènement du nouveau régime serait perçu comme une double opportunité d'agir à son propre compte : (i) Consolider la fiction d'homme incontournable pour la paix et la sécurité, et éviter ainsi le retour à la procédure judiciaire ; et (ii) faire acter son existence et tirer aussi l'épingle du jeu politique.

Alors, quelle est la vraie ou la plus plausible version des faits ? KYUNGU Gédéon serait-il innocent aux incursions récurrentes des miliciens dans la ville de Lubumbashi ? S'il serait manipulé par des politiciens véreux, lesquels ? Ou serait-il personnellement concepteur et exécutant du plan d'actes perturbateurs de la paix et la sécurité, dans le Haut-Katanga ?

Le présent rapport essaye de décortiquer les trois hypothèses, à la problématique ci-dessus. Des interviews et la consultation des archives sont les deux moyens qui ont conduit à la découverte des éléments clé sans lesquels, nul ne comprendrait l'énigme. Elles répondent aux questions fondamentales, notamment, celles de savoir : (i) Qui est KYUNGU Gédéon, quelle est l'origine de son mouvement armé et qui le finance ? (ii) Pourquoi ne fait-il pas usage du schéma de la Démobilisation, Désarmement et Réinsertion (DDR), ou la conversion de son groupe armé en parti politique ? et (iii) Pourquoi, bien que condamné pour crimes graves, n'est-il pas emprisonné ?

## **2. GEDEON KYUNGU ET LES FORCES D'AUTODEFENSE POPULAIRE (FAP)**

Issue du groupe des pygmées, KYUNGU MUTANGA Gédéon est né le 10 octobre 1968. Il est originaire du village de Kabala, chefferie de Nyembo wa Nkunda, dans le territoire de Manono. Diplômé d'études secondaires de pédagogie, il a été un enseignant de géographie et histoire, avant de rejoindre les Forces d'Autodéfense Populaire (FAP), en 2000. KYUNGU Gédéon était nommé Commandant de brigade des FAP, dans les chefferies de Museka et Mulongo, par le « Général » MAKABE KASONGO NGWELE. En 2003, il décida de s'établir à son propre compte, sur le mont KIBAWA, dans le Parc Kundelungu, l'axe Moba-Pweto-Mitwaba, connu sous le nom du « Triangle de la Mort ».

Il convient de rappeler qu'afin de contrer la traversée du Fleuve Congo des troupes de l'Armée Patriotique Rwandaise (APR) qui soutenaient le Rassemblement Congolais pour la Démocratie (RCD-GOMA), le Président Laurent-Désiré KABILA avait ordonné la distribution de plus de 35.000 armes AK47, UZZI et FALL, aux Forces d'Autodéfense Populaire (FAP), à la rive ouest du fleuve Congo, dans les territoires d'Ankoro, Malemba-Nkulu, Mulongo et Bukama.

Les FAP étaient sous la conduite de Monsieur KABILA Dieudonné, petit frère du Président Laurent-Désiré KABILA. En 2000, le Vice-Gouverneur MUYUMBA NDUMBULA Jacques (Chef des milices MOYO WA CHUMA), instaura les FAP du Nord-Katanga, sous commandement successif de KAMBALA, MWAMBA wa ILUNGA et MAKABE. Les autres chefs de guerre étaient, notamment : KABALE, MANGI, CHINJA-CHINJA, MUKALAY (deux mètre), BAKANDA BAKOKA et MVWENDE.

KYUNGU Gédéon avait trois motifs personnels de quitter les FAP:

- (i) Le viol de sa femme par son chef, le Général MAKABE ;
- (ii) L'injustice dont il serait victime de la part du Gouverneur NGOY MUKENA Aimé, l'actuel Ministre à la Défense Nationale qui détournerait des fonds de démobilisation et réinsertion sociale des FAP au seul bénéfice de MAKABE et sa famille, (le Chef de Gédéon était aussi neveu du Gouverneur);
- (iii) Le fait qu'on arracherait régulièrement l'or et le coltan aux siens (pygmées) par des proches du Gouverneur incriminé (bantous).

Avec le temps, les revendications du groupe de KYUNGU Gédéon à l'endroit de l'Etat congolais, avaient pris la forme de l'exigence de participer à la gestion politique de l'Etat : (i)

l'intégration des FARDC, (ii) la reconnaissance des grades de ses hommes et (iii) la récompense des guerres menées contre le RCD.

Afin d'atteindre ces trois derniers objectifs, le groupe de Gédéon commença à s'attaquer aux villageois et créa le « triangle de la mort ». En 2004, il s'empara d'une grande quantité d'armes et munitions des Forces armées congolaises (FAC), à Kimpamba.

### **3. REDITION ET CONDAMNATION A MORT DE GEDEON**

Le 24 avril 2004, le Gouvernement avait procédé à la Démobilisation, Désarmement et Réinsertion (DDR) des groupes armés du Nord-Katanga. Le porte-parole de KYUNGU Gédéon dit que le groupe avait immédiatement obtempéré. Cependant, à son arrivée à Lubumbashi, en 2006, KYUNGU Gédéon avait été mis en résidence surveillée, au mess des officiers FARDC de Lubumbashi. A sa place et celle des cadres de leur mouvement, d'autres politiciens, à l'instar du Dr KISULA NGOY Urbain s'étaient fait élire. Pis est qu'en 2009, KYUNGU Gédéon a été poursuivi devant la Justice militaire, jugé, condamné et envoyé en prison, pour crimes contre l'humanité et crimes de guerre.

A l'incarcération de KYUNGU Gédéon, ses miliciens étaient cantonnés dans les sites de démobilisation de la KASAPA et du village KASOKOTO qu'ils avaient quittés, pour des destinations inconnues. Ces individus avaient accumulé une expérience de maniement d'armes à feu de la campagne contre l'APR et le RCD, des centres de réinsertion aux FARDC (Kasapa, Kasokota, Kitona et Kamina). Nombreux détiennent encore des armes et des munitions, notamment, des AK47, UZZI et FALL.

Il revient que les territoires de Mitwaba, Pueto et Kamina, regorgeraient encore des miliciens de MIRA, sous les ordres des chefs de guerre, notamment, SHIMONA, KALENGE et KILOLO. D'autres miliciens se seraient convertis à la vie civile, d'eux-mêmes, entreprenant des champs collectifs à Likasi, Fungurume, Kamina, Lubudi, Pueto, Kasenga et Mitwaba.

D'après des sources proches du MIRA, les responsables du DDR s'évertueraient à saboter leur insertion au sein des FARDC. Car, la majorité d'officiers supérieurs en charge de ces opérations, en provenance de Kinshasa, seraient issus des rangs du RCD, leurs ennemis d'antan. Les membres de MIRA citent en exemple du sabotage de leur intégration, la négligence de leurs hommes démobilisés, en dépit de leur reddition.

### **4. MENACES REPETEES A LA PAIX ET LA SECURITE**

La section précédente démontre que les hommes armés de MIRA constituent un levier de manœuvre politique qui s'exprime par des incursions sanglantes dans la ville de Lubumbashi. La dernière qui date du 11 octobre 2019, avait causé six morts et trois blessés. Elle est intervenue au moment où l'on parle du réaménagement des services de renseignements civils et militaires.

A l'aube des élections de 2011, au mois de septembre, KYUNGU Gédéon s'était évadé spectaculairement de la prison de la KASAPA, où il était incarcéré. A cette époque, des bruits

d'une attaque éventuelle de la ville de Lubumbashi avait persisté, jusqu'au lendemain de la tenue des élections. Comme dit ci-avant, en 2009, KYUNGU Gédéon avait été poursuivi devant la Justice militaire, jugé et condamné pour des crimes imprescriptibles, contre l'humanité et crimes de guerre.

Le 23 mars 2013, 250 miliciens rentrent dans Lubumbashi, avec le drapeau de l'Etat indépendant du Katanga, armes à feu, flèches et machettes, en passant par la Commune Annexe et le centre de la Ville, jusqu'au bureau de la Mission des Nations Unies en RDC (MONUSCO). Ils auraient prétendu d'être fatigués de vivre en brousse des attaques contre des villageois, dans le « triangle de la mort ».

A la veille des élections de 2016, le 11 octobre 2016, KYUNGU Gédéon est solennellement accueilli, avec fanfares et champagnes, par le Gouverneur KAZEMBE Jean-Claude, devant un public amassé au Bâtiment du 30 juin, siège de l'Assemblée provinciale. Depuis cette date, Gédéon est logé dans une villa du Quartier Golf et nourri par la République.

Le 11 juillet 2019, une soixantaine de miliciens de Ba Kata Katanga, munis d'armes à feu, réclamant la sécession du Katanga, avaient attaqué les quartiers Kalebuka et Kamasaka, Commune Annexe. La riposte de l'armée avait causé une dizaine de morts, du côté des miliciens.

## **5. THESE PLAUSIBLE**

Le présent rapport exclut les deux théories d'innocence et de manipulation du chef du Mouvement MIRA. Car, KYUNGU Gédéon est le seul commandant des troupes dont il a la connaissance d'effectifs et positionnement en brousse. Il a la latitude de leur donner des ordres, à distance, et ils les exécutent. Pour preuve, il les a invités, le 11 octobre 2019, à une fête d'anniversaire et ils sont venus, au risque de leurs vies.

Deuxièmement, en sa qualité de chef du mouvement politique MIRA, KYUNGU Gédéon sait qu'il n'y a jamais eu de cadeau dans ce domaine. Par ailleurs, comme tout politicien, il nourrit l'ambition légitime personnelle de conquérir et exercer le pouvoir public. Il caresse l'idée de présenter des candidats et gagner des sièges aux législatives nationales et provinciales, en 2023. C'est pour ces motifs qu'il a fait de MIRA, une organisation politique structurée, avec une répartition de tâches claires. Son porte-parole contacte différentes autorités nationales et locales et donnent des interviews aux journalistes, sur la situation de MIRA.

A ses deux titres ci-dessus (Commandant des troupes et chef politique), KYUNGU Gédéon ne peut prétendre ni être innocent des actes que poseraient ses miliciens ou son groupe politique, ni être manipulé par une autre personnalité politique.

Ainsi, il ne reste que la thèse de connivence avec d'autres personnalités politiques du pays dont la liste ci-dessous peut permettre d'approfondir. Pour l'instant et sur base des simples informations réunies dans ce rapport, la thèse reste difficile à confirmer.

## **6. PERSONALITES CITEES, OU AYANT MANQUE AU DEVOIR D'AGIR**

Il revient que des groupes armés, se réclamant de MIRA, utilisent la même et unique route, celle des Communes Annexe et Ruashi, toutes les fois qu'ils attaquent la ville de Lubumbashi.

Les FARDC et la PNC réagissent aussi toujours de la même façon. C'est-à-dire qu'elles paraissent être surprises et réagissent en tuant quelques miliciens, laissant d'autres s'échapper dans la nature.

Cette façon de mener des opérations de protection de la paix et de la sécurité, de n'avoir pas agi, en vertu du devoir et du pouvoir leur attribué par la Constitution, pousse des personnes interviewées à citer ou accuser de connivence, des personnalités civiles et militaires, notamment:

1. Monsieur NGOY MUKENA, actuel Ministre à la Défense nationale et ancien Gouverneur de la Province du Katanga, du fait de : (i) Avoir le pouvoir et le devoir de mettre fin aux incursions, (ii) avoir la bonne connaissance du dossier de KYUNGU Gédéon et des autres groupes armés du Haut-Katanga, (iii) et d'avoir été activement impliqué à la création des FAP.
2. Le Général NUMBI BANZA TAMBO John, actuel Inspecteur Général des FARDC, du fait de : (i) Avoir le devoir et le pouvoir de contrôle sur les services de renseignements des FARDC et (ii) d'être l'une des rares autorités militaires qui traitent du dossier de KYUNGU Gédéon et des autres groupes armés du Nord-Katanga, depuis la création des FAP.
3. Le Général KAHIMBI KASABWE Delphin, patron des renseignements militaires (Détection Militaire des Activités anti-patrie (DEMIAP)), du fait de : (i) Avoir le devoir et le pouvoir de mettre fin à ce qui se passe avec le groupe armé de KYUNGU Gédéon, et (ii) d'avoir toute l'intelligence des services des renseignements militaires.
4. Le Général YAV IRUNG Philémon, en charge de la deuxième Zone de Défense basée à Lubumbashi, du fait d'avoir le devoir et le pouvoir d'agir sur le chef des renseignements militaires du Haut-Katanga, le T2, Colonel MUCHAIL Mike, depuis plus de dix ans.

## **7. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS**

La province du Haut-Katanga est la mieux nantie de la République. Elle possède plus de moyens humains, logistiques, techniques et financiers pour ses services d'intelligence, que toutes les autres provinces. Alors, comment expliquer ce paradoxe sécuritaire ?

L'hypothèse la plus plausible est que les incursions à répétition des miliciens, dans la ville de Lubumbashi, soient l'œuvre de KYUNGU MUTANGA Gédéon. Ces actes d'atteinte à la paix

et la sécurité de la province du Haut-Katanga ne peuvent qu'être une connivence avec des personnalités politiques et militaires qui agiraient, en fonction des dividendes à tirer des dynamiques politiques nationales et provinciales.

**Le rapport recommande :**

Le nouveau Gouverneur du Haut-Katanga devrait urgemment, par l'entremise du Ministère de l'Intérieur, solliciter l'appui du Gouvernement central, afin de renouveler les animateurs des services de renseignements militaires en province (DEMIAP) et de la deuxième zone de défense, afin de permettre à la Justice militaire d'approfondir les investigations judiciaires sur les responsabilités pénales individuelles et des chefs hiérarchiques de ces incursions récurrentes.

Les organisations des droits de l'Homme et autres organismes de la société civile devraient approfondir la recherche et la documentation desdites incursions sanglantes à répétition.

Le Mouvement des Indépendantistes et Révolutionnaires Africaines (MIRA) devrait collaborer avec les nouveaux animateurs de l'Etat, en mettant en leur disposition des informations pouvant lever l'équivoque sur l'accusation d'atteinte à la paix et la sécurité dans le Haut-Katanga.

\*\*\*\*\*



---

*Maître TSHISWAKA MASOKA Hubert est Avocat au Barreau du Haut-Katanga et défenseur des droits humains. Sa profession libérale d'Avocat lui permet d'exprimer des opinions, à titre d'Expert en Droits de l'Homme, outre ses fonctions de Conseiller au sein du Mécanisme National de Suivi de l'Accord d'Addis-Abeba (MNS), à la Présidence de la République Démocratique du Congo (RDC), et celle de Directeur Général de l'Institut de recherche en droits humains (IRDH) de Lubumbashi.*

***Email : tshiswaka@hotmail.com – Tweeter: @tshiswaka5***

---